



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



C&V Audit et Associés
1-3, rue Pitard
75015 Paris
France

Financière SNOP-Dunois S.A.
**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 mai 2021
Financière SNOP-Dunois S.A.
Avenue d'Auvergne - 43100 Brioude
Ce rapport contient 37 pages



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



C&V Audit et Associés
1-3, rue Pitard
75015 Paris
France

Financière SNOP-Dunois S.A.

Siège social : Avenue d'Auvergne - 43100 Brioude
Capital social : €.4 037 696

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mai 2021

A l'Assemblée générale de la société Financière SNOP-Dunois S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Financière SNOP-Dunois S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 mai 2021 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juin 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Le chapitre « principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes consolidés expose notamment les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations corporelles, au chiffre d'affaires, aux clients et comptes rattachés ainsi qu'aux stocks et en-cours.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes consolidés et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

En particulier, s'agissant de la valeur d'utilité des actifs corporels et incorporels dont le montant net au 31 mai 2021 s'élève à € 582,6 millions, nous nous sommes assurés que les méthodes, hypothèses et données retenues par le groupe pour s'assurer de l'absence de perte de valeur étaient satisfaisantes et correctement appliquées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration de performance extra-financière consolidée prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société et du groupe dont elle est la société mère.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris La Défense, le 28 septembre 2021

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Bertrand Desbarrières
Associé

François Quédiniac
Associé

Paris, le 28 septembre 2021

C&V Audit et Associés

Georges de Bondy
Associé

Etats financiers consolidés du groupe FSD au 31 mai 2021

Sommaire

-

Compte de résultat consolidé	2
Bilan consolidé	3
Tableau de flux de trésorerie consolidé.....	4
Variation des capitaux propres consolidés.....	5
Notes aux états financiers consolidés	6

Compte de résultat consolidé

Milliers d'Euros

	Note	2020/2021	2019/2020
Chiffre d'affaires	(5)	1 477 544	1 341 912
Production stockée		6 351	9 859
Production immobilisée		2 993	11 595
<i>Produits d'exploitation</i>		<u>1 486 889</u>	<u>1 363 367</u>
Achats consommés		(815 107)	(779 708)
Autres achats et charges externes	(6)	(214 057)	(217 741)
<i>Valeur ajoutée</i>		<u>457 725</u>	<u>365 919</u>
Subventions d'exploitation		567	149
Impôts et taxes	(7)	(10 097)	(11 043)
Charges de personnel	(8)	(308 694)	(298 845)
<i>Excédent brut d'exploitation</i>		<u>139 502</u>	<u>56 180</u>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		9,4%	4,2%
Dotations aux amortissements	(13,14,15)	(73 879)	(73 323)
Dotations aux provisions	(16,17,20)	(15 578)	(17 614)
Reprises sur amortissements et provisions	(16,17,20)	17 625	12 685
Autres produits et charges		539	(71)
<i>Résultat d'exploitation</i>		<u>68 209</u>	<u>(22 143)</u>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		4,6%	-1,6%
Charges et produits financiers	(9)	(10 847)	(18 271)
<i>Résultat courant</i>		<u>57 362</u>	<u>(40 414)</u>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		3,9%	-3,0%
Charges et produits exceptionnels	(10)	(3 668)	(8 966)
Impôt sur les résultats	(11)	(12 962)	665
RESULTAT NET		<u>40 733</u>	<u>(48 715)</u>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		2,8%	-3,6%
Résultat net - Part revenant aux minoritaires		12	20
Résultat net - Part revenant au groupe		<u>40 721</u>	<u>(48 735)</u>
Résultat net par action (en €)		161,41	(193,04)
Nombre d'actions		252 356	252 356

Bilan consolidé

Actif

Milliers d'Euros

Au 31 mai	Note	2020/2021	2019/2020
Ecart d'acquisition	(12)	74 260	74 260
Immobilisations incorporelles	(13)	9 594	11 925
Immobilisations corporelles	(14)	498 744	504 029
Immobilisations financières	(15)	2 879	3 147
<i>Actif immobilisé</i>		585 476	593 361
Stocks et en-cours	(16)	150 143	144 899
Clients et comptes rattachés	(17)	155 587	118 208
Autres créances et comptes de régularisation	(18)	85 131	113 678
Disponibilités et VMP		88 691	73 738
<i>Actif circulant</i>		479 552	450 523
TOTAL DE L'ACTIF		1 065 028	1 043 885

Passif

Milliers d'Euros

Au 31 mai	Note	2020/2021	2019/2020
Capital		4 038	4 038
Primes		15 948	15 948
Réserves consolidées		175 469	224 204
Résultat net part du groupe		40 721	(48 735)
Ecart de conversion		(17 143)	(16 976)
Subventions d'investissement		6 299	5 984
<i>Capitaux propres - part du Groupe</i>	(19)	225 332	184 463
Réserves minoritaires		42	22
Résultat net - Part revenant aux minoritaires		12	20
<i>Capitaux propres - part des minoritaires</i>	(19)	54	42
<i>Provisions pour risques et charges</i>	(20)	27 874	36 777
Emprunts après des établissements de crédit	(21)	422 315	530 457
Emprunts obligataires	(21)	53 000	40 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		177 947	115 840
Autres dettes d'exploitation	(22)	127 371	108 731
Autres dettes et comptes de régularisation	(23)	31 136	27 576
<i>Dettes</i>		811 769	822 603
TOTAL DU PASSIF		1 065 028	1 043 885

Tableau de flux de trésorerie

Milliers d'Euros

	Note	2020/21	2019/20
<i>Résultat net- part du groupe</i>		40 721	(48 735)
Résultat net - Part des minoritaires		12	20
Dotations aux amortissements et provisions (net)		70 826	86 416
Plus ou moins-values de cessions		(210)	219
Autres flux non monétaires		359	(7 236)
<i>Capacité d'autofinancement</i>		<u>111 708</u>	<u>30 684</u>
Clients et comptes rattachés, avances et acomptes reçus		(37 151)	80 269
Stocks et en-cours		(2 956)	(11 806)
Autres variations du besoin en fonds de roulement		98 055	(123 599)
<i>Variation du besoin en fonds de roulement</i>		<u>57 948</u>	<u>(55 137)</u>
<i>Flux des opérations d'exploitation</i>		<u>169 656</u>	<u>(24 452)</u>
Cessions d'actifs immobilisés		438	430
Acquisitions d'actifs incorporels et corporels	(13,14)	(59 609)	(94 210)
Acquisitions d'actifs financiers		158	257
Variation dettes fournisseurs d'immobilisations	(23)	(197)	(19 371)
Autres variations		(7)	560
<i>Flux des opérations d'investissement</i>		<u>(59 217)</u>	<u>(112 334)</u>
Dividendes distribués	(19)	-	(3 523)
Nouveaux emprunts	(21)	13 000	171 751
Remboursements d'emprunt	(21)	(102 646)	(7 409)
Autres variations		2 476	(688)
<i>Flux des opérations de financement</i>		<u>(87 171)</u>	<u>160 132</u>
Variation devises		(2 450)	(2 983)
Variation de la trésorerie		<u>20 818</u>	<u>20 362</u>

(*) La ligne « Dotations aux amortissements et provisions (nettes) » comprend les dotations aux amortissements et provisions sur actifs circulants.

Variation des soldes de trésorerie

Milliers d'Euros

Au 31 mai	Note	2020/21	2019/20
Trésorerie nette ouverture		67 817	47 455
Variation de la trésorerie		20 818	20 362
Trésorerie nette clôture		<u>88 635</u>	<u>67 817</u>
Disponibilités		88 691	73 738
Concours bancaires courants	(21)	(56)	(5 921)

Financière SNOP-Dunois S.A. - Etats financiers consolidés au 31 mai 2021

Variation des capitaux propres consolidés

Milliers d'Euros	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat net	Ecart de conversion	Subvention d'investissement	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Au 31 mai 2019	4 038	15 948	191 141	36 571	(10 675)	6 743	243 766	37	243 803
Variation de capital							-	-	-
Affectation du résultat			36 571	(36 571)			-	-	-
Distributions			(3 508)				(3 508)	(15)	(3 523)
Résultat de l'exercice				(48 735)			(48 735)	20	(48 715)
Subventions nettes						(759)	(759)	-	(759)
Ecart de conversion					(6 301)		(6 301)	-	(6 301)
Autres variations							-	-	-
Au 31 mai 2020	4 038	15 948	224 204	(48 735)	(16 976)	5 984	184 463	43	184 505
Variation de capital							-	-	-
Affectation du résultat			(48 735)	48 735			-	-	-
Distributions							-	-	-
Résultat de l'exercice				40 721			40 721	12	40 733
Subventions nettes						315	315	-	315
Ecart de conversion					(167)		(167)	-	(167)
Autres variations							-	-	-
Au 31 mai 2021	4 038	15 948	175 469	40 721	(17 143)	6 299	225 332	54	225 386

Notes aux états financiers consolidés

GÉNÉRALITÉS	7
1. Faits significatifs	7
2. Principes et méthodes comptables	7
3. Périmètre de consolidation	13
4. Information sectorielle	14
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	16
5. Chiffre d'affaires	16
6. Autres achats et charges externes	17
7. Impôts et taxes	18
8. Charges de personnel	18
9. Charges et produits financiers	19
10. Charges et produits exceptionnels	19
11. Impôt sur le résultat	20
BILAN CONSOLIDE	22
12. Ecart d'acquisition	22
13. Immobilisations incorporelles	22
14. Immobilisations corporelles	23
15. Immobilisations financières	24
16. Stocks et en-cours	24
17. Clients et comptes rattachés	25
18. Autres créances et comptes de régularisation	25
19. Capitaux propres	25
20. Provisions pour risques et charges	26
21. Dettes financières	28
22. Autres dettes d'exploitation	30
23. Autres dettes et comptes de régularisation	30
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	30
24. Engagements hors-bilan	30
25. Evénements postérieurs à la clôture	31
26. Honoraires des commissaires aux comptes	32

GÉNÉRALITÉS

1. Faits significatifs

Contexte économique et sanitaire et évolution du secteur automobile

Le groupe Financière Snop Dunois (« Groupe FSD ») est dépendant des volumes de véhicules produits et commercialisés par les constructeurs automobiles majeurs en Europe. L'exercice fiscal clos au 31 mai 2021 a été marqué par une reprise graduelle des productions suite à l'arrêt du printemps 2020. Cette reprise s'est accélérée avec de forts volumes tout au long de l'automne 2020 mais n'a pas permis un retour aux niveaux de production d'avant la crise sanitaire. Les pénuries d'approvisionnement en composants électroniques que nos clients connaissent ont des effets marqués mais erratiques sur certains de nos sites de production depuis janvier 2021.

Les règles sanitaires en vigueur en Europe tout au long de l'exercice fiscal ont pesé sur les ventes de voitures, et ce plus particulièrement sur les véhicules particuliers. Les véhicules commerciaux légers, qui représentent près de la moitié des principaux véhicules pour lesquels nous avons des productions, restent en croissance au premier trimestre calendaire 2021 par rapport à la même période de 2019.

Selon les analyses publiées par le cabinet financier référence des acteurs de l'industrie automobile, et sur lesquelles se basent le Groupe, les prévisions concernant la production automobile européenne indiquent que l'année 2022 pourrait être affectée par la pénurie de composants. Un rattrapage des niveaux de 2019 n'est pas anticipé avant 2025.

Brexit

Le Royaume-Uni est sorti de l'Union Européenne au 31 octobre 2019. Les termes d'un accord de libre-échange ont été trouvés en amont de la date butoir du 31 décembre 2020. Cet accord n'a pas eu d'impact matériel sur les opérations du Groupe à ce jour.

Politique d'investissements et déploiement des filiales françaises et étrangères

Les investissements du Groupe sont en fort repli à moins de 60 millions d'euros, la politique de renforcement des capacités de production du Groupe en Europe et dans les pays limitrophes ayant été achevée l'exercice précédent. Les investissements de la période incluent néanmoins le lancement de notre deuxième ligne d'emboutissage à chaud à technologie « soft zone » à Klasterec, en République Tchèque.

2. Principes et méthodes comptables

Référentiel et utilisation d'estimations

Les comptes consolidés du Groupe sont établis au 31 mai 2021 en conformité avec les principes comptables français, et en particulier avec l'arrêté du 22 juin 1999, portant homologation du règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable. Ils ont été préparés selon le principe de la continuité d'exploitation, qui n'est pas remis en cause par les conditions défavorables créées par la crise sanitaire persistante depuis début 2020.

La devise de présentation des comptes consolidés est l'euro.

La préparation des comptes consolidés conformément au règlement CRC n° 99-02 oblige la Direction du Groupe à faire des estimations et à émettre des hypothèses qui affectent les montants de l'actif et du passif consolidés, ainsi que les montants des charges et produits enregistrés durant l'exercice. La Direction revoit régulièrement ces évaluations et fonde ses estimations sur des données historiques comparables et sur différentes hypothèses qui, au regard des circonstances, sont jugées les plus raisonnables et probables.

Conversion des éléments libellés en devises étrangères

Les créances et les dettes libellées en devises non fonctionnelles sont réévaluées aux cours de change en vigueur à la clôture. Les écarts de conversion en résultant sont portés en charges ou produits au compte de résultat.

Les écarts de change, réels ou latents, dégagés sur la réévaluation des créances et dettes commerciales sont classés en résultat d'exploitation. Les écarts de change, réels ou latents, relatifs à des éléments financiers sont classés en résultat financier.

Les différences de change relatives à des éléments monétaires (emprunts contractés en euros auprès de la société mère, sans échéancier de remboursement défini) qui, en substance, font partie intégrante de l'investissement net de la société FSD dans la filiale étrangère consolidée, sont inscrites dans la rubrique « Ecart de conversion » au sein des capitaux propres consolidés. Comme par le passé, ce traitement a été appliqué aux différences de change constatées sur les emprunts en euros consentis par la société mère à ses filiales Snop Automotive Parts (Guangzhou) et Snop RUS.

Elimination des opérations intra-groupe

Dans le compte de résultat, les opérations et les marges entre sociétés consolidées sont éliminées.

Les résultats sur cessions d'immobilisations au sein du Groupe sont éliminés, lorsqu'ils sont significatifs. Les marges intragroupe figurant dans la valeur des stocks à la date de clôture sont éliminées.

Par ailleurs, les presses fabriquées par la société Balconi Pressecentriche S.p.A. sont, pour l'essentiel, vendues et mises en production au sein du Groupe ; ces transactions intervenant entre sociétés consolidées sont présentées comme une « *production immobilisée* » au niveau du compte de résultat consolidé et en « immobilisations en cours » au bilan jusqu'à la date de leur mise en service.

Acquisition d'entreprises

La date de première consolidation d'une entreprise acquise correspond à la date du transfert effectif de son contrôle à l'acquéreur. Sauf cas particulier, celle-ci correspond à la date d'acquisition des titres de l'entreprise acquise.

Toute prise de contrôle exclusif est comptabilisée selon la méthode de la juste valeur. Selon cette méthode, le coût d'acquisition et les actifs et passifs de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur. Le coût d'acquisition comprend les coûts directs liés à l'acquisition, pour leur montant net d'impôt. La juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise doit être déterminée en prenant en compte la situation existant à la date d'acquisition et leur usage tel que prévu par l'entreprise réalisant l'opération.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires généré par les ventes de pièces (activité série) est constaté lors du transfert des risques et avantages aux clients. Dans la plupart des cas, ce transfert intervient lors de l'expédition, c'est-à-dire à la sortie des usines du Groupe ou des plateformes logistiques des clients. Dans de nombreux cas, la reconnaissance du chiffre d'affaires s'appuie sur les systèmes d'auto-facturation mis en place à la demande des clients, conformément aux accords contractuels signés.

Le chiffre d'affaires généré par les ventes d'outillages est constaté selon la méthode de l'achèvement au plus tôt à la livraison des « *Echantillons Initiaux* » (EI) aux clients, propriétaires des outillages conçus et réalisés par le Groupe, en l'absence de toute contestation des clients portée à la connaissance du Groupe. Les éventuels paiements, reçus avant cette date, sont comptabilisés en avances et acomptes reçus.

Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent de valeur non affecté entre le coût d'acquisition des titres et la juste valeur des actifs et passifs identifiables de la société acquise.

Conformément au règlement CRC n° 2015-07, en fonction d'une analyse au cas par cas portant sur les caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition concernée, le Groupe détermine si la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition est limitée ou non dans le temps. Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle la société acquise procurera des avantages économiques au Groupe, l'écart d'acquisition n'est pas amorti.

L'écart d'acquisition relatif à l'opération d'achat du groupe Snop Automotive intervenue en février 2019 n'est pas amorti et fait l'objet d'un test de perte de valeur à chaque clôture annuelle au niveau de l'Unité Génératrice de Trésorerie dont elle fait partie. Suite à l'analyse des activités du Groupe, et notamment le fait que ni les filiales Snop Automotive ni les activités outillage ne sont indépendantes commercialement ou techniquement, le Groupe n'identifie que deux Unités Génératrices de Trésorerie, l'une regroupant les activités série et outillages, l'autre la fabrication de presses.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les logiciels développés spécifiquement pour le Groupe sont amortis linéairement sur une durée comprise entre trois et cinq ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés en charges, excepté lorsqu'ils portent sur le remplacement d'un composant de l'immobilisation.

Les intérêts d'emprunts sur les constructions en cours de réalisation ne sont pas immobilisés.

Lorsqu'un bien est mis à la disposition du Groupe, financé dans le cadre d'un contrat de crédit-bail lui transférant la quasi-totalité des risques et avantages, la valeur du bien concerné est alors immobilisée. L'engagement correspondant est inscrit en dettes financières.

Conformément à la réglementation comptable en vigueur concernant la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, applicable aux exercices comptables ouverts à partir du 1^{er} juin 2005:

- les immobilisations sont enregistrées par composant,
- les durées d'amortissement sont déterminées pour chaque composant en fonction de sa durée d'utilité technique estimée.

Les modes d'amortissement et les durées de vie comptables principalement retenus sont les suivants :

- Constructions Linéaire 25 ans
- Agencements & Installations..... Linéaire 8 à 12 ans
- Presses et Lignes de presses Linéaire 10 à 20 ans
- Moyens d'assemblage (non spécifiques)..... Linéaire 5 à 10 ans
- Moyens d'assemblage spécifiques Linéaire sur la durée de vie du véhicule
(5 ans en moyenne)

Lorsque les législations fiscales l'autorisent localement, les sociétés du Groupe peuvent recourir à des modes d'amortissement dégressif ou à des durées d'amortissement différentes de celles décrites ci-dessus. Dans ce cas, ces amortissements dits « fiscaux » sont annulés pour l'établissement des comptes consolidés.

Conformément à la réglementation comptable, le Groupe procède régulièrement à des tests de perte de valeur sur les immobilisations corporelles. S'il existe des indices de perte de valeur identifiés, le Groupe procède alors à des tests de dépréciation sur la base des flux de trésorerie prévisionnels estimés. En fonction des résultats de ces analyses, le Groupe enregistre, le cas échéant, les dépréciations d'actifs appropriées. Si, au contraire, les résultats des tests réalisés se traduisent par une amélioration des flux futurs de trésorerie estimés, le Groupe constatera alors une reprise de provisions pour dépréciation sur ces actifs corporels.

Stocks et en-cours

Les stocks de matières premières et de marchandises sont évalués au dernier prix d'achat connu, méthode qui se rapproche de la méthode du « Premier entré - Premier sorti », compte tenu du délai de rotation des stocks.

Les stocks de produits semi-finis et finis sont évalués au coût de production qui comprend le coût des matières premières, des composants et des achats de sous-traitance, les charges du personnel de production et le coût de fonctionnement normal des équipements de production. Les charges de structure, les frais généraux et les intérêts ne sont pas incorporés dans la valeur des stocks.

Les encours de production de biens (outillages) sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production, ils correspondent à des outillages non encore présentés pour acceptation aux clients.

Des provisions sont constituées pour tenir compte de l'éventuelle obsolescence ou de trop faibles rotations de certaines pièces en stock. Compte tenu de leur délai de rotation moyen estimé à 3 ans, les stocks de maintenance sont dépréciés annuellement à hauteur de 33 % de leur valeur brute.

Une provision pour dépréciation des encours de production d'outillages est constatée lorsqu'une perte à terminaison est identifiée et jugée probable. Cette appréciation s'effectue au niveau du « projet véhicule » en prenant en considération l'activité outillage relative au projet véhicule concerné dans sa globalité.

Clients et comptes rattachés

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Le risque de non-recouvrement fait l'objet de provisions pour dépréciation sur la base d'une analyse individuelle des créances. Les créances échues depuis un an ou plus sont partiellement ou totalement dépréciées selon l'analyse qui est faite de leur exposition au risque de non recouvrement.

Les créances mobilisées dans le cadre de contrats d'affacturage, avec ou sans recours, ne sont pas maintenues en créances à l'actif du bilan dès lors que le paiement a été effectué par l'établissement financier teneur dudit contrat, à l'exception des éventuels dépôts de garantie versés.

Impôt sur le résultat

L'incidence des différences temporaires identifiées entre les résultats comptables et fiscaux est prise en compte lors du calcul de l'impôt dû sur les résultats du Groupe. Ces différences amènent le Groupe à constater des actifs et/ou passifs d'impôt différés qui tiennent également compte des éventuels déficits fiscaux reportables dans la mesure où un planning fiscal existe qui démontre que leur récupération est suffisamment probable dans un horizon de temps limité à 3 ans. Ces montants ne sont pas actualisés.

Engagements de retraite

Les engagements des sociétés du Groupe en matière d'indemnités de départ à la retraite, tels qu'ils résultent des conventions collectives et accords d'entreprise signés, sont comptabilisés en « *Provisions pour risques et charges* ».

L'évaluation de ces engagements à la clôture de l'exercice a été réalisée conformément à la recommandation n°2013-02 de l'ANC en date du 7 novembre 2013. La méthode actuarielle retenue pour l'évaluation des engagements et du coût des services rendus est la méthode des Unités de Crédit Projetées ; la méthode du corridor est appliquée pour le traitement comptable des écarts actuariels dégagés. La part non encore amortie des écarts actuariels est mentionnée parmi les engagements hors bilan en note 20.

Conformément à cette méthode, la charge annuelle comptabilisée au titre de ces engagements est constituée des éléments suivants :

- Le coût des services rendus pendant l'exercice,
- La charge de désactualisation,
- La quote-part d'amortissement des écarts actuariels.

Les principales hypothèses retenues par le Groupe pour le calcul actuariel des engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont détaillées dans la note 20.

Dettes financières

Les concours bancaires courants, les emprunts bancaires et toutes autres dettes financières sont enregistrés à leur valeur nominale.

Les biens immobiliers et mobiliers faisant l'objet d'un crédit-bail conforme à la définition présentée au paragraphe « Immobilisations corporelles » ci-avant sont inscrits à l'actif du bilan avec pour contrepartie une dette financière pour le montant nominal résiduel des loyers hors intérêts restant à payer.

Participation et intéressement

Les charges relatives à la participation légale des salariés, ou découlant des accords d'intéressement conclus par les entités françaises, sont comptabilisées en charges de personnel.

Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels correspondent essentiellement à des événements qui ne relèvent pas de l'activité ordinaire, récurrente ou non du Groupe. Ainsi, ils intègrent notamment les plus ou moins-values de cession sur actifs immobilisés et les dépréciations d'actifs immobilisés.

Les quote-parts des subventions d'investissement transférées au compte de résultat sont présentées en produits d'exploitation et non en produits exceptionnels.

Commissions sur emprunts

Les commissions supportées au titre des emprunts contractés sont étalées de façon linéaire sur la durée des emprunts.

3. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation du Groupe s'établit au 31 mai 2021 comme suit :

Société	Pays	% intérêt	méthode de consolidation
FSD SA	France	Holding	Maison mère
Snop SAS	France	100	Intégration globale
SMOM SAS	France	100	Intégration globale
SCI WMI	France	100	Intégration globale
SCI Dunois	France	100	Intégration globale
SCI Fontaine Saint Julien	France	100	Intégration globale
Snop Estampación SA	Espagne	100	Intégration globale
Snop Automotive Holdings Europe B.V.	Pays-Bas	100	Intégration globale
Snop Automotive Gent B.V.B.A.	Belgique	100	Intégration globale
Snop UK Ltd	Royaume-Uni	100	Intégration globale
Balconi Pressecentriche S.p.A.	Italie	75	Intégration globale
Snop Automotive Italy S.r.l.	Italie	100	Intégration globale
Snop Automotive Cologne GmbH	Allemagne	100	Intégration globale
Snop Automotive Zwickau GmbH	Allemagne	100	Intégration globale
Snop Automotive Buchholz GmbH	Allemagne	100	Intégration globale
Snop Automotive Duisburg GmbH	Allemagne	100	Intégration globale
Snop Automotive MT- Stahl GmbH	Allemagne	100	Intégration globale
Snop Automotive Artern GmbH	Allemagne	100	Intégration globale
Snop Systems GmbH	Allemagne	100	Intégration globale
Snop CZ AS	Rép. Tchèque	100	Intégration globale
Snop Automotive Mlada Boleslav s.r.o.	Rép. Tchèque	100	Intégration globale
Empivera	Rép. Tchèque	100	Intégration globale
LNP CZ SRO	Rép. Tchèque	100	Intégration globale
SMOM CZ AS	Rép. Tchèque	100	Intégration globale
SMOM Immo CZ	Rép. Tchèque	100	Intégration globale
Snop Automotive Malacky a.s.	Slovaquie	100	Intégration globale
Snop Automotive Opole sp.zo.o.	Pologne	100	Intégration globale
Snop RUS	Russie	100	Intégration globale
Snop Izmit Metal AS	Turquie	100	Intégration globale
Snop Tanger SA	Maroc	100	Intégration globale
SMOM Outillage SA	Maroc	100	Intégration globale
Snop Asia Ltd	Chine	100	Intégration globale
Snop Dunois Automotive Technology (Shanghai) Co., Ltd	Chine	100	Intégration globale
Snop Automotive Parts (Guangzhou) Co., Ltd	Chine	100	Intégration globale
SMOM Automotive Die Maker (Wuhan) Co. Ltd	Chine	50	Intégration proportionnelle

Toutes les sociétés consolidées clôturent leurs comptes annuels au 31 mai, à l'exception de la SCI Dunois, de la SCI Fontaine Saint-Julien, des sociétés chinoises (i.e. SMOM Automotive Die Maker (Wuhan) Co. Ltd, Snop Dunois Automotive Technology (Shanghai) Co., Ltd et Snop Automotive Parts (Guangzhou) Co., Ltd) et de la filiale russe Snop RUS qui clôturent leurs comptes au 31 décembre. Pour ces entités, une situation comptable en date du 31 mai est préparée pour les besoins de l'établissement des comptes consolidés du Groupe.

La société Snop a absorbé la société Snwm sous le régime simplifié des fusions, avec effet rétroactif au 01/06/2020. Cette opération, sans effet sur les comptes consolidés, a eu pour effet de faire disparaître cette entité de la liste des entités consolidées.

Les actifs et passifs des sociétés dont la devise fonctionnelle n'est pas l'Euro sont convertis au cours de clôture alors que leurs produits et charges sont convertis au cours moyen de l'exercice. Les différences en résultant sont inscrites en « *Ecart de conversion* » dans les capitaux propres consolidés.

	2020/21	2019/20
EUR/CZK taux de clôture	25,45	26,92
EUR/CZK taux moyen	26,45	25,79
EUR/TRY taux de clôture	10,41	7,58
EUR/TRY taux moyen	9,13	6,71
EUR/CNY taux de clôture	7,76	7,90
EUR/CNY taux moyen	7,93	7,75
EUR/MAD taux de clôture	10,78	10,89
EUR/MAD taux moyen	10,84	10,75
EUR/GBP taux de clôture	0,86	0,9
EUR/GBP taux moyen	0,89	0,88
	9,47	8,63
EUR/HKD taux de clôture		
EUR/HKD taux moyen	9,12	8,65
EUR/PLN taux de clôture	4,49	4,45
EUR/PLN taux moyen	4,50	4,32
EUR/RUB taux de clôture	89,54	78,44
EUR/RUB taux moyen	87,43	72,92

4. Information sectorielle

Le Groupe considère qu'il exerce principalement un seul métier correspondant à la production de pièces métalliques pour l'industrie automobile. En effet, les autres activités exercées par le Groupe sont considérées comme non significatives et représentent d'ailleurs moins de 10% du total des agrégats consolidés présentés.

Aussi, seule l'information par zone géographique est présentée ci-dessous :

Milliers d'Euros

	France	Reste de l'Union Européenne	Hors de l'Union Européenne	Autres retraitements	Total
2020/21					
Immobilisations nettes	75 568	300 499	131 474	797	508 338
Chiffre d'affaires	558 770	1 144 036	236 770	(462 031)	1 477 545
Résultat d'exploitation	12 108	47 371	16 084	(7 354)	68 209
% de Chiffre d'affaires	1,9%	4,1%	6,8%	N/A	4,6%
2019/20					
Immobilisations nettes	76 898	341 892	95 056	2 108	515 954
Chiffre d'affaires	547 697	1 116 419	167 089	(489 293)	1 341 912
Résultat d'exploitation	(13 551)	(21 295)	13 132	(429)	(22 143)
% de Chiffre d'affaires	-2,5%	-1,9%	7,9%	N/A	-1,7%

Les chiffres indiqués ci-dessus résultent d'une analyse du chiffre d'affaires en fonction du pays d'implantation de l'entité réalisant le chiffre d'affaires.

La colonne « *Autres retraitements* » correspond aux écritures de consolidation.

Les chiffres du Royaume-Uni sont présentés dans la colonne « Hors de l'Union Européenne » au 31 mai 2020 comme au 31 mai 2021.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

5. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se décompose comme suit :

<i>Milliers d'Euros</i>		
Au 31 mai	2020/21	2019/20
Produits finis - Activité série	1 303 121	1 169 753
Prototypes et outillages	90 936	109 497
Biens équipement	1 662	2 179
Déchets et autres	81 826	60 483
Total	1 477 545	1 341 912

Au cours de l'exercice 2020/2021, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 1 477 M€. L'évolution du chiffre d'affaires est principalement liée à celle de notre activité série. Elle inclut d'une part (i) une reprise graduelle des productions suite à l'arrêt du printemps 2020, qui s'est accélérée avec de forts volumes tout au long de l'automne 2020 et (ii) se complémente depuis janvier 2021 d'un impact de la hausse des prix des matières premières, qui se trouve répercutée dans nos prix de vente sans impact majeur sur notre marge sur achats. Les pénuries d'approvisionnement en composants électroniques que nos clients connaissent ont des effets marqués mais erratiques sur certains de nos sites de production depuis janvier 2021

Chiffre d'affaires série

Le chiffre d'affaires série 2020/2021 s'élève à 1 303 M€, contre 1 170 M€ sur l'exercice précédent. Son évolution est commentée plus haut.

A noter que l'augmentation significative de la part matière dans les prix de ventes suite à la hausse des prix de l'acier effective début janvier 2021 génère une dilution du rapport marge sur chiffre d'affaires sans impact majeur en valeur sur la marge en euros.

Chiffre d'affaires outillages et prototypes

L'activité outillages et prototypes, avec un chiffre d'affaires de 90,9 M€, est en baisse de 17% par rapport à une année 2019/2020 très dynamique.

Le chiffre d'affaires outillages de la période correspond, par constructeur automobile, à la livraison des principaux programmes suivants :

- Nissan (Qashqai)
- Renault (Kangoo, Sandero)
- Stellantis (Emp2v3)

Autres produits

Les autres produits s'élèvent à 83,5 M€ en 2020/2021 contre 62,7 M€ en 2019/2020.

Ce chiffre d'affaires correspond principalement à la revente des déchets générés par l'activité série pour 81,8 M€ en 2020/2021 contre 60,5 M€ en 2019/2020.

Le chiffre d'affaires réalisé avec les reventes de déchets est supérieur à celui de l'exercice précédent, ce qui s'explique par des volumes de ventes plus importants et la forte augmentation de l'indice de référence BDSV sur l'exercice, passant d'une moyenne de 213€/T à 267€/T soit +25%.

A fin mai 2021, le gain sur la revente de déchet est en partie compensé par des avoirs émis et des provisions pour avoirs à établir afin de refléter les règles contractuelles de variation des prix matières en place avec nos clients.

Le solde du chiffre d'affaires est composé des ventes d'équipements (Balconi) et de ventes diverses non significatives.

6. Autres achats et charges externes

Les « Autres achats et charges externes » s'analysent comme suit :

Milliers d'Euros

Au 31 mai	2020/2021	2019/2020
Maintenance	(35 833)	(36 721)
Sous-traitance	(26 575)	(26 221)
Energie	(22 145)	(20 405)
Personnel intérimaire	(27 699)	(28 903)
Transport	(26 188)	(25 231)
Locations	(26 728)	(25 108)
Déplacements et réceptions	(3 232)	(6 171)
Fournitures	(14 704)	(13 244)
Autres	(30 954)	(35 737)
Total	(214 057)	(217 741)

Le montant du poste « Autres achats et charges externes » s'élève à 214,1 M€ au 31 mai 2021 contre 217,7 M€ au 31 mai 2020.

Le total des charges externes a diminué de 1,6% entre 2019/2020 et 2020/2021. Le groupe FSD avait mis en place des mesures de réduction significative des charges externes dès le début de la crise. Cette politique a été maintenue sur l'exercice, avec un intérim réduit aux besoins productifs, et des charges de déplacement, missions et autres frais généraux en retrait conséquent par rapport à l'exercice précédent.

Le poste « Autres » regroupe principalement les autres services extérieurs, comme les assurances, les honoraires et rémunérations informatiques externes, les litiges clients... Il comprend également les achats de consommables de production, autres que les matières premières incorporées dans le coût de production des pièces.

7. Impôts et taxes

Les « Impôts et taxes » se décomposent de la manière suivante :

Milliers d'Euros		
Au 31 mai	2020/21	2019/20
Contribution économique territoriale	(2 227)	(3 313)
Taxe formation	(1 569)	(2 106)
Taxe foncière + impôts locaux	(2 372)	(2 372)
Taxe assises sur les salaires	(1 095)	(670)
Taxe assises sur le Chiffre d'affaires	(1 432)	(1 105)
Autres	(1 401)	(1 477)
Total	(10 097)	(11 043)

Les « Impôts et taxes » sont essentiellement supportés par les entités françaises du Groupe, notamment au titre de la contribution économique territoriale (CET) et de la taxe formation qui représentent, à elles deux, près de 40% du total du poste. La baisse des taux des impôts de production français se reflète dès cet exercice fiscal.

8. Charges de personnel

Les « Charges de personnel » se montent à 308,7 M€ (20,9% du chiffre d'affaires) contre 298,8 M€ (22,3% du chiffre d'affaires) l'année précédente.

Les actions spécifiques sur la masse salariale mises en place dès le début de la crise en mars 2020 ont perduré sur le début de l'exercice, permettant une maîtrise de la charge globale de personnel, et évitant plus de 8 M€ de « frais fixes » au Groupe sur l'exercice.

Elles se sont accompagnées de mesures d'adaptation de notre personnel dans les géographies où un accroissement de la flexibilisation a été rendu nécessaire. Ainsi, notre personnel inscrit fin mai 2021 est en diminution d'environ 4% par rapport à son niveau de mai 2020.

Les effectifs du Groupe s'élèvent à 8 082 personnes au 31 mai 2021 avec la décomposition suivante :

Au 31 mai	2020/21	2019/20
France	2 215	2 322
Europe (excl. France)	4 272	4 616
Autre/Other	1 595	1 502
Total	8 082	8 440

Ces effectifs n'incluent pas le personnel intérimaire, qui s'élève à 840 personnes au 31 mai 2021 contre 107 personnes au 31 mai 2020, aux bornes du Groupe.

Le recours à l'intérim avait diminué significativement dans l'ensemble du Groupe en conséquence de la crise sanitaire en Europe et à la fermeture de la plupart de nos sites de production qui en avait découlé en fin d'exercice 2020. L'augmentation de l'intérim à fin mai 2021 est liée à la reprise graduelle de l'activité. Le recours à l'intérim a été néanmoins réduit sur la totalité de l'exercice par rapport à l'année précédente.

9. Charges et produits financiers

Le résultat financier s'analyse comme suit :

Milliers d'Euros		
Au 31 mai	2020/2021	2019/2020
Différences de change (net)	2 381	(4 440)
Intérêts (net)	(12 787)	(13 358)
Autres (net)	(441)	(473)
Total Net	(10 847)	(18 271)

Le résultat financier fait ressortir une charge nette de 10,8 M€, soit 0,7 % du chiffre d'affaires consolidé.

Le résultat s'améliore par rapport à celui du précédent exercice principalement en raison des variations des gains et pertes de change constatés sur les comptes courants entre sociétés du groupe. La charge d'intérêt diminue légèrement sur l'exercice, du fait d'une baisse de l'encours moyen, remboursement de 95 M€ de dette brute sur l'exercice.

Le Prêt Garanti par l'Etat obtenu en France n'a pas porté intérêt dans sa première année.

10. Charges et produits exceptionnels

Les principaux éléments figurant parmi les « Charges et produits exceptionnels » sont les suivants :

Milliers d'Euros		
Au 31 mai	2020/2021	2019/2020
Plus et moins-values de cessions	326	(219)
Charge sur stocks de pièces de rechange Snop Automotive	(4 110)	
Provision dépréciation immobilisations Snop Guangzhou		(8 000)
Autres	116	(746)
Total	(3 668)	(8 966)

Les contraintes opérationnelles liées à la crise sanitaire subies lors de la clôture des comptes 2019/2020 n'avaient pas permis de finaliser l'analyse visant à harmoniser les règles de valorisation et de dépréciation des pièces de rechange et de maintenance au sein du sous-groupe Snop Automotive. Les conclusions de cette analyse achevée sur l'exercice ont conduit à constater que les entités allemandes et tchèque de Snop Automotive valorisaient dans leurs stocks, l'intégralité des pièces de rechange et consommables achetés, quelle que soit leur valeur, et n'effectuaient aucune dépréciation. L'alignement aux principes comptables du groupe FSD a entraîné la constatation d'une charge exceptionnelle de 4,1 M€ à l'ouverture de l'exercice 2020/2021.

L'exercice 2019/2020 avait été marqué par la constatation d'une provision pour dépréciation des actifs industriels de Snop Guangzhou pour 8M€, suite au retrait du groupe PSA de CAPSA, sa co-entreprise locale de production de DS, cliente de Snop Guangzhou, dans un contexte où les volumes initialement attendus ne se sont pas réalisés.

11. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur les sociétés de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Milliers d'Euros

Au 31 mai	2020/21	2019/20
Impôts exigibles	(12 781)	(5 462)
Impôts différés	(181)	6 127
Total	(12 962)	665

L'origine des sources des soldes d'impôts différés bilanciaux s'analyse comme suit :

Au 31 mai	2020/21	2019/20
Provisions réglementées	(8 972)	(9 991)
Anciens crédits-baux	(850)	(1 073)
Plus-value latente sur actifs industriels	(1 766)	(1 835)
Avantages au personnel	6 744	6 871
Elimination marges internes	3 582	3 503
Avantages liés aux réglementations fiscales locales	1 485	2 682
Harmonisation des règles de provisions et évaluation des actifs	-	-
Activation des déficits	2 116	2 219
Autres	1 241	3 703
Total	5 871	6 901
Impôts différés actifs	9 391	20 986
Impôts différés passifs	(3 520)	(14 085)
Total	5 871	6 901

Sur l'exercice 2021, des impôts différés actifs ont été reconnus pour les sociétés disposant de déficits fiscaux (Snop CZ) dans la limite des impôts différés passifs reconnus. En ce qui concerne le groupe intégré français, les déficits fiscaux disponibles n'ont pas été activés.

Pour tenir compte de la baisse du taux d'impôts société en France, les impacts d'impôts différés à court terme ont été calculés avec un taux de 28% en 2021 contre 31% en 2020. Cette situation explique en partie la diminution des positions d'impôts différés actifs et passifs au bilan consolidé.

Le rapprochement entre la charge d'impôt calculée sur la base des taux légaux en vigueur dans les pays où le Groupe exerce ses activités et la charge ou le produit d'impôt calculé sur la base du taux légal applicable à la maison-mère s'établit de la manière suivante :

Milliers d'Euros	2019/20	2020/21
Résultat avant impôt sur les sociétés	(49 380)	53 695
Impôt sur les sociétés théorique (*)	16 460	(16 645)
Rationalisation de l'écart :		
Différences de taux imposition	(3 562)	3 545
Avantages liés aux réglementations fiscales locales	1 876	66
Différences permanentes	162	(533)
Impôts différés non constatés s/ déficits	(14 640)	(2 747)
Autres éléments de taxation courante- régularisation taux IS	916	1 074
Consommation pertes antérieures non activées	341	2 509
Retenues à la source non remboursables	(821)	(246)
Autres	(67)	15
	(15 795)	3 683
Impôt sur les sociétés comptabilisé	665	(12 962)
Taux effectif d'impôt	1,35%	24,14%

(*) L'impôt sur les sociétés théorique est calculé au taux de droit commun français: 33,33% au 31 mai 2020 et 31 % au 31 mai 2021.

Les écarts rationalisés sur l'exercice 2021 conduisent à un écart favorable total de 3,7 M€.

Le principal écart favorable identifié (+3,5M€) correspond aux effets liés à la différence de taux constatée du fait de l'existence de taux d'imposition plus favorables dans les pays étrangers qu'en France.

Le second écart favorable d'un montant significatif (+2,5 M€) provient de la consommation en 2021 de déficits constatés antérieurement, non activés à l'ouverture de l'exercice, sur la Chine essentiellement.

Enfin un écart défavorable significatif (-2,7M€) minore ces effets favorables, la non constatation d'impôts différés actif sur les déficits des sociétés snop UK et snop Automotive holdings BV.

Des écarts défavorables résiduels (0,2 M€) correspondent principalement au non remboursement des retenues à la source payées au Maroc et en Turquie, passées en charges sur l'exercice parce que non imputables.

BILAN CONSOLIDE

12. *Ecart d'acquisition*

Les « *écarts d'acquisition* », comptabilisés en immobilisations incorporelles dans le bilan consolidé, s'élevaient à 74,3 M€ en valeur nette au 31 mai 2021.

Ce montant correspond à l'écart d'acquisition dégagé lors de l'acquisition des activités européennes du groupe Tower International en mars 2019.

Milliers d'Euros

Au 31 mai	2020/2021	2019/20
Ecart d'acquisition Snop Automotive	74 260	74 260
Autres	2 432	2 432
<i>Valeur brute</i>	<i>76 692</i>	<i>76 692</i>
Ecart d'acquisition Snop Automotive	0	0
Autres	(2 432)	(2 432)
<i>Amortissements cumulés</i>	<i>(2 432)</i>	<i>(2 432)</i>
Ecart d'acquisition Snop Automotive	74 260	74 260
Autres	0	0
Valeur Nette	74 260	74 260

Cet écart d'acquisition n'est pas amorti mais fait l'objet, chaque année, d'un test de perte de valeur.

13. *Immobilisations incorporelles*

Les « *Immobilisations incorporelles* » sont constituées des principaux éléments suivants :

Milliers d'Euros

Au 31 mai	2020/21	2019/20
Frais de recherche & développement	474	474
Concessions, brevets & assimilés	27 105	26 090
Autres	6 243	5 975
<i>Valeur brute</i>	<i>33 822</i>	<i>32 539</i>
Frais de recherche & développement	(474)	(474)
Concessions, brevets & assimilés	(22 653)	(19 145)
Autres	(1 101)	(996)
<i>Amortissements cumulés</i>	<i>(24 228)</i>	<i>(20 615)</i>
Frais de recherche & développement	0	0
Concessions, brevets & assimilés	4 452	6 945
Autres	5 142	4 980
Valeur Nette	9 594	11 925

Les montants enregistrés en « *Concessions, Brevets & assimilés* » représentent principalement le coût d'achat des licences de logiciels acquises par le Groupe, montant important sur l'exercice du fait de l'intégration du périmètre Snop Automotive, des achats de licences SAP et des honoraires d'intégrateurs en vue de la prochaine migration vers l'ERP SAP S4 de l'ensemble des sociétés du Groupe.

Le Groupe n'a procédé à aucune dépréciation d'actifs incorporels au titre d'éventuelles pertes de valeur identifiées sur l'exercice.

14. Immobilisations corporelles

Les « Immobilisations corporelles » se décomposent comme suit :

Milliers d'Euros

Au 31 mai	2020/21	2019/20
Terrains et Bâtiments	332 081	324 199
Installations techniques, matériels et outillages industriels	810 948	773 740
Immobilisations en cours	61 983	57 586
Avances et acomptes	9 469	11 572
Autres immobilisations	101 968	93 990
<i>Valeur brute</i>	<i>1 316 448</i>	<i>1 261 087</i>
Terrains et Bâtiments	(168 569)	(153 204)
Installations techniques, matériels et outillages industriels	(582 936)	(543 448)
Immobilisations en cours		
Autres imobilisations	(66 199)	(60 406)
<i>Amortissements cumulés</i>	<i>(817 704)</i>	<i>(757 058)</i>
Terrains et Bâtiments	163 512	170 995
Installations techniques, matériels et outillages industriels	228 013	230 292
Immobilisations en cours	61 983	57 586
Avances et acomptes	9 469	11 572
Autres imobilisations	35 769	33 584
Valeur Nette	498 744	504 029

Les investissements corporels de l'exercice se sont élevés à 58,6 M€ contre 88,2M€ en 2020. Le plan d'investissements capacitaires du Groupe ayant été finalisé sur l'exercice 2019/2020, les investissements sont en forte diminution par rapport aux exercices précédents.

Ils ont porté sur :

- des investissements spécifiques (pour 59%) en liaison avec les futurs nouveaux véhicules en production (e.g Nissan Qasqhai, Logan Sandero, BMW Faar, Maserati Tonale, K0)
- des investissements capacitaires (pour 22%), principalement la nouvelle ligne d'emboutissage à chaud du site de Klasterec
- la modernisation et le renouvellement de notre outil de production sur les sites du Groupe pour 14%
- les investissements réalisés (pour 5%) dans le cadre de la convergence des systèmes d'informations suite à l'acquisition de Snop Automotive en 2019 et la modernisation de nos outils informatiques.

Le Groupe n'a procédé à aucune dépréciation d'actifs corporels au titre d'éventuelles pertes de valeur identifiées sur l'exercice.

15. Immobilisations financières

Le poste « *Autres immobilisations financières* » comprend les dépôts de garantie versés par les entités du Groupe à certains de leurs fournisseurs ainsi que les dépôts de garantie versés auprès d'établissements financiers.

Milliers d'Euros

Au 31 mai	2020/21	2019/20
Dépôts à long terme Exploitation	1 976	2 245
Dépôts à long terme Etablissements financiers	900	900
Autres	2	2
Valeur Nette	2 879	3 147

16. Stocks et en-cours

Les « *Stocks et en-cours* » sont composés des éléments suivants :

Milliers d'Euros

Au 31 mai	2020/21	2019/20
Matières premières & marchandises	47 473	50 725
Produits finis, semi-finis	45 787	39 518
En-cours production (biens)	69 727	68 540
<i>Valeur brute</i>	162 987	158 783
Matières premières & marchandises	(7 085)	(6 947)
Produits finis, semi-finis	(4 868)	(5 898)
En-cours production (biens)	(891)	(1 039)
<i>Provisions cumulées</i>	(12 844)	(13 884)
Matières premières & marchandises	40 388	43 778
Produits finis, semi-finis	40 918	33 620
En-cours production (biens)	68 836	67 501
Valeur Nette	150 143	144 899

Les stocks restent à un niveau équivalent à celui de l'exercice précédent. En particulier, les stocks d'encours outillages sont stables par rapport à fin mai 2020. Ceci s'explique par des projets significatifs prévus en démarrage sur l'exercice 2022 (e.g. Toyota Aygo/Yaris, Renault Kadjar, Renault Zoe, VW ID Buzz).

17. Clients et comptes rattachés

Le poste « *Clients et comptes rattachés* » s'analyse comme suit :

Milliers d'Euros

Au 31 mai	2020/21	2019/20
Valeur Brute	158 445	121 588
Provisions	(2 858)	(3 379)
Valeur Nette	155 587	118 208

Les créances clients et comptes rattachés s'élèvent à 155,6 M€ en valeur nette au 31 mai 2021, en hausse de 37,4 M€ par rapport à l'exercice précédent. La variation est principalement imputable à la reprise de l'activité suite à la crise sanitaire ayant entraîné une baisse de chiffre d'affaires importante sur le dernier trimestre de l'exercice précédent.

Toutes les créances ont une échéance inférieure à un an.

18. Autres créances et comptes de régularisation

Les « *Autres créances* » se composent des éléments suivants :

Milliers d'Euros

Au 31 Mai	2020/21	2019/20
Charges constatées d'avance	11 845	15 006
Impôts différés actifs	9 391	20 986
Avances & acomptes	8 961	18 493
Créances TVA	43 896	29 932
Créances Impôts sociétés	1 060	3 751
Autres créances fiscales	1 750	5 319
Autres	8 229	20 192
Valeur Nette	85 131	113 678

La variation s'explique principalement par l'évolution des postes « Impôts différés actifs » et « Autres créances ». La diminution des impôts différés actifs est expliquée en note 10 supra.

19. Capitaux propres

Les capitaux propres consolidés du Groupe s'établissent à 225,4 M€ au 31 mai 2021 contre 184,5 M€ au 31 mai 2020, du fait du résultat bénéficiaire de l'exercice (40,7 M€). Il n'y a pas eu de distribution de réserve faite sur l'exercice par la société FSD.

Le poste « Subventions d'équipements » a augmenté de 315 K€ sur l'exercice du fait de l'obtention de subventions d'investissement sur Snop Automotive Italie (+0,7 M€), Snop Maroc (+0,6 M€), pour partie compensée par des quotes-parts de subventions rapportées au compte de résultat consolidé (-1,0 M€).

20. Provisions pour risques et charges

Les « Provisions pour risques et charges » se décomposent de la manière suivante :

Milliers d’Euros

Au 31 mai	2020/21	2019/20
Provisions pour retraite	18 995	17 764
Provisions pour impôts différés	3 520	14 085
Provisions pour risques	5 359	4 927
Total	27 874	36 777

Les provisions pour indemnités de départ à la retraite du Groupe se décomposent comme suit par zone géographique :

Milliers d’Euros

Au 31 mai	2020/21	2019/2020
Provisions pour indemnités de départ à la retraite		
France	17 215	16 029
Italie	447	391
République Tchèque	953	972
Turquie	116	94
Slovaquie	264	278
Total	18 995	17 764

La provision pour indemnités de départ à la retraite des entités françaises du Groupe a été calculée selon la méthode actuarielle dite « méthode des Unités de Crédit Projetées ».

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour les entités françaises aux 31 mai 2020 et 2021 sont résumées ci-dessous :

Hypothèses	Valeur retenue au 31/05/2021	Valeur retenue au 31/05/2020
Taux d'actualisation (1)	0.8717%	0,86%
Taux de croissance des salaires (inflation incluse)	2,00%	2,00%
Table de mortalité	Table mortalité INSEE	Table mortalité INSEE
Taux de turn-over	Taux de turn-over décroissant réel par âge et en distinguant cadre/non cadre	Taux de turn-over décroissant réel par âge et en distinguant cadre/non cadre

(1) *Le taux d’actualisation a été déterminé selon la référence « iBoxx € Corporates AA 10+ » aux 31 mai 2020 et 2021.*

La convention collective applicable au sein des entités françaises du Groupe est la convention collective de la Métallurgie.

La charge annuelle de l'exercice est constituée des éléments suivants :

- Le coût des services rendus pendant l'exercice (1 174 K€),
- La charge de désactualisation(182 K€),
- La quote-part d'amortissement des écarts actuariels (325 K€).

La dette actuarielle de fin d'exercice ressort à 21 990 K€, contre 21 777 K€ en début d'exercice. La partie de la dette actuarielle reconnue en provision dans le bilan consolidé s'élève à 17 215 K€. Le stock d'écarts actuariels non encore reconnu en fin d'exercice (4 774 K€) sera amorti par le compte de résultat sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés concernés qui est de 11,32 années pour Snop France, (après intégration des personnes anciennement salariées de Snwm) et 16 années pour SMOM.

Les résultats détaillés de l'évaluation des engagements liés aux indemnités de départ à la retraite des entités françaises du Groupe au 31 mai 2021 sont présentés ci-dessous :

Groupe FSD - Sociétés Françaises Régime Indemnités de retraite Exercice clos le	Total IFC <u>31/05/2021</u>
Devise :	K€
Evolution de la dette actuarielle	<u>31/05/2021</u>
1. Dette actuarielle de début d'année	21 777
2. Coût normal (droits de l'année)	1 174
3. Charge de désactualisation	182
4. Cotisations salariés	-
5. Modifications de régime	-
6. Pertes/ (gains) actuariels	(649)
7. Prestations payées	(495)
15. Ecart de change (sur dette actuarielle)	-
16. Dette actuarielle de fin d'année	<u>21 990</u>
Montants reconnus au bilan	<u>31/05/2021</u>
1. Dette actuarielle du plan	21 990
2. (Actifs en fin d'année)	-
3. Déficit / (excédent) des plans couverts	<u>21 990</u>
4. Pertes / (gains) actuariels non reconnus	4 774
5. Coût / (gains) de modifications de régime non reconnus	-
6. Limitation des actifs	-
7. Provision / (Actif) comptable	<u><u>17 216</u></u>

La diminution des impôts différés ainsi que l'analyse des positions d'impôts différés (actifs et passifs) à la clôture de l'exercice sont détaillées en note 10.

21. Dettes financières

Les « Dettes financières » s'analysent comme suit :

Milliers d'Euros

Au 31 mai 2021	2019/20	2020/21	Part à - 1an	Part à + 1an
Emprunt obligataire				
2017	40 000	40 000		40 000
2020		13 000		13 000
Facility Agreement				
Facility A	255 000	207 000	20 000	187 000
Bridge Facility	40 000	27 000	13 500	13 500
Revolving Credit Facility	37 000			
Autres emprunts courants				
BPI export	1 250			
BPI numérique	750			
BPI croissance	5 000	5 000	500	4 500
BPI croissance internationale	5 000	5 000		5 000
Revolving Prêt club	8 125	5 625	3 125	2 500
Emprunt Santander				
Emprunts crise Covid				
Prêt Garanti par l'Etat	140 000	140 000	11 000	129 000
BPI Atout	15 000	15 000	1 175	13 825
Emprunt BBVA	7 300	7 154	1 775	5 379
Emprunt Santander	9 200	9 200	2 247	6 953
Concours bancaires courants				
Autres	5 921	56	56	
	911	1280	1280	
Total endettement brut	570 457	475 315	54 658	420 657

Emprunts obligataires

En mars 2017 a été mis en place un emprunt obligataire d'un montant de 40 M€ remboursable in fine en mars 2024 afin d'assurer le développement du groupe. Les covenants semestriels dont cet emprunt fait l'objet ont été modifiés en décembre 2020 par avenant afin de tenir compte des effets de la crise sanitaire sur le Groupe FSD.

En décembre 2020 a été mis en place un nouvel emprunt obligataire auprès d'un investisseur institutionnel pour 13 M€ remboursables in fine le 15 avril 2027. Cet emprunt est sujet à covenants semestriels.

Facility Agreement

Le 18 novembre 2018 a été signé un contrat de financement (le Facility agreement) de 345 M€ afin de permettre au groupe FSD d'acquiescer les filiales européennes du groupe Tower et de refinancer la précédente dette bancaire.

Le contrat de financement se décompose en trois parties, dont les caractéristiques amendées sont les suivantes :

- Une Facility A d'un montant de 255 M€. Le solde non amorti de 207 M€ est remboursable en trois échéances semestrielles de 10 M€ en novembre 2021, mai 2022, novembre 2022, et une quatrième échéance de 177 M€ payable en novembre 2023 ;
- Une Bridge Facility d'un montant de 27 M€ à échéance pour moitié en mai 2022 et moitié en mai 2023 ;
- Une Revolving Credit Facility d'un montant de 50 M€, remboursable en novembre 2023, tirable par billets de trois mois. La RCF était entièrement rechargée au 31 mai 2021.

Les covenants semestriels dont ce Facility Agreement fait l'objet ont été modifiés en décembre 2020 par avenant afin de tenir compte des effets de la crise sanitaire sur le groupe FSD.

Autres emprunts courants

En avril 2019, FSD a obtenu un financement auprès de Bpifrance Financement de 20 M€. Ses caractéristiques telles qu'amendées en 2021 sont les suivantes :

- Prêt croissance de 5 M€ d'une durée de sept ans avec un différé de remboursement de deux ans.
- Prêt croissance internationale de 5 M€ d'une durée de sept ans avec un différé de remboursement de quatre ans, après amendement.
- Revolving d'un montant de 10 M€, amortissable trimestriellement et dont la maturité est à quatre ans. Au 31 mai 2021, l'encours du revolving est de 5,6 M€. L'échéance de remboursement du mois d'avril a été reportée à juin 2021 par la BPI dans le cadre de la crise sanitaire.

Emprunts contractés dans le cadre de la crise sanitaire

Le groupe FSD a eu recours lors de la cessation des activités du début de crise sanitaire, en avril et mai 2020, à des financements de crise auprès de son pool bancaire et dans le cadre des différents mécanismes proposés par les Etats où le groupe FSD intervient :

- Un Prêt Garanti par l'Etat français de 140 M€, remboursable selon son avenant d'avril 2021 en cinq échéances annuelles, les quatre premières échéances d'avril 2022 à avril 2025 se montant à 11 M€, et une échéance terminale en avril 2026 de 96M€.
- Un prêt Atout conclu avec la BPI pour un montant de 15 M€. Cet emprunt, qui après amendement prendra fin en avril 2026, comprend un différé de remboursement d'un an et sera ensuite remboursé par échéances trimestrielles.
- Deux emprunts garantis par l'Etat espagnol auprès de Santander et BBVA pour des montants respectivement de 9,2 M€ et 7,3 M€ à l'origine. Ces emprunts bénéficiaient d'un différé d'amortissement d'un an et seront remboursés en totalité, respectivement en mai et avril 2025.

Le Groupe respecte ses covenants au 31 mai 2021.

Autres lignes de financement

Les sociétés Snop SA, Snop CZ, Snop Estampación, Snop Automotive Italy et Snop Tanger ont recours à des contrats d'affacturage. La société SNOP UK bénéficie quant à elle d'un programme de Reverse Factoring mis en place par un de ses clients. Tous les contrats sont réputés « sans recours ». Les disponibilités de trésorerie procurées par l'ensemble de ces contrats d'affacturage et de Reverse factoring s'élèvent à 105,2 M€ au 31 mai 2021 (21,4M€ M€ au 31 mai 2020), en forte augmentation du fait de la reprise de nos activités après l'interruption des opérations pendant la crise sanitaire.

Pour assurer sa liquidité, le Groupe dispose de lignes de crédit à court terme. Seuls les montants utilisés sont inscrits en concours bancaires courants au bilan.

22. *Autres dettes d'exploitation*

Les « *Autres dettes d'exploitation* » se décomposent de la manière suivante :

Milliers d'Euros

Au 31 mai	2020/21	2019/20
Dettes fiscales et sociales	114 005	94 131
Avances et acomptes	13 366	14 600
Total	127 371	108 731

Le poste « *Avances et acomptes* » correspond essentiellement aux paiements partiels reçus des clients au titre de la conception et de la réalisation des outillages. Il se maintient à un niveau élevé du fait de l'activité outillages et prototypes restée soutenue en fin d'exercice.

Toutes ces dettes ont des échéances à moins d'un an.

23. *Autres dettes et comptes de régularisation*

Les « *Autres dettes et comptes de régularisation* » sont les suivants :

Milliers d'Euros

Au 31 mai	2020/21	2019/20
Avoirs à établir	21 455	14 776
Produits constatés d'avance	2 898	4 294
Dettes sur immobilisations	2 430	2 579
Autres	4 353	5 927
Total	31 136	27 576

Le poste « Avoirs à établir » augmente (+6.7 M€) sous l'effet des règles contractuelles de rétrocession futures des gains sur vente de déchets liées à l'augmentation significative de l'indice BDSV en 2021.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

24. *Engagements hors-bilan*

Garanties accordées

Milliers d'Euros

Lettres de confort	14 466
Garanties	39 038
Total	53 504

Dans le cadre de sa politique financière, le Groupe est amené à garantir, soit par des garanties bancaires, soit par des lettres de confort, les lignes de crédit et les prêts consentis par les établissements financiers à ses filiales.

Des nantissements de premier rang ont été délivrés au profit du pool bancaire lors de la mise en place du nouvel emprunt « Senior Facilities Agreement », le 1er mars 2019. Ces nantissements portent sur la totalité des actions de Snop, Smom, Snop cz, Snop Tanger, Snop UK, Snop Estampacion et Snop Automotive Holdings Europe BV.

Les banques titulaires d'obligations sont également bénéficiaires de nantissements de premier rang sur la totalité des actions des entités Snop et Smom. Ces nantissements s'inscrivent dans le cadre de l'émission de l'emprunt obligataire le 13 mars 2017.

A l'occasion de la conclusion d'un contrat de souscription relatif à un nouvel emprunt obligataire le 18 décembre 2020, des nantissements de second rang portant sur les actions des sociétés Snop, Smom, Snop cz, Snop Tanger, Snop UK, Snop Estampacion et Snop Automotive Holdings Europe BV ont été donnés au souscripteur.

Engagement au titre des indemnités de départ en retraite non reconnu dans le bilan consolidé

La part de la dette actuarielle des entités françaises liée aux engagements de retraite, non reconnue dans le bilan consolidé, s'élève à 4 774K€ au 31 mai 2021.

Gestion du risque de taux

Une partie de l'endettement du Groupe est libellée en euros et soumise à des taux variables tel que l'Euribor 3 mois (sujet à un floor de 0%). Il en est ainsi de la Facility A d'un montant de 255 M€ faisant partie du financement mis en place en novembre 2018.

Afin de remplir ses engagements contractuels, des instruments de couverture ont été mis en place par le Groupe, en l'occurrence un swap de taux sur la base de 75% de la Facility A, soit 191,2 M€ à l'origine, pour une période de 3 ans. Le montant couvert au 31 mai 2021, compte tenu des remboursements, s'élève à 162,7M€.

25. Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y pas d'évènements significatifs postérieurs à la clôture.

26. Honoraires des commissaires aux comptes

Les auditeurs du Groupe sont les cabinets KPMG Audit et C & V Audit et Associés.

Les honoraires des commissaires aux comptes (figurant dans le poste « *Autres* » des « *Autres achats et charges externes* » en note 6) se décomposent comme présenté dans le tableau suivant :

Montant HT en milliers d'Euros	Commissariat aux comptes et Certification	Autres diligences directement liées à la mission	Autres prestations	total	%
2020/21					
- KPMG	825,9	-	84,4	910,3	84,5%
- C & V Audit et Associés	167,0	-	-	167,0	15,5%
<i>total</i>	<u>992,9</u>	-	<u>84,4</u>	<u>1 077,3</u>	<u>100,0%</u>
2019/20					
- KPMG	772,6	-	92,7	865,3	83,5%
- C & V Audit et Associés	171,5	-	-	171,5	16,5%
<i>total</i>	<u>944,1</u>	-	<u>92,7</u>	<u>1 036,8</u>	<u>100,0%</u>